



**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC**

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Quebec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du

fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Information Products/Produits d'information

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III, 6A2

Gatineau

Quebec

K1A 0S5

Title - Sujet Oracle Unlimited Product Learning	
Solicitation No. - N° de l'invitation B8986-190040/A	Date 2018-10-25
Client Reference No. - N° de référence du client B8986-190040	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$PI-035-75692	
File No. - N° de dossier pi035.B8986-190040	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2018-11-13	Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Henry, Katelyn	Buyer Id - Id de l'acheteur pi035
Telephone No. - N° de téléphone (343) 998-1801 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF CITIZENSHIP AND IMMIGRATION 365 LAURIER AVENUE WEST OTTAWA Ontario K1A1L1 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- 1.1 Introduction
- 1.2 Sommaire
- 1.3 Compte rendu

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

- 2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées
- 2.2 Présentation des soumissions
- 2.3 Demandes de renseignements – en période de soumission
- 2.4 Lois applicables

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

- 3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

- 4.1 Procédures d'évaluation
- 4.2 Évaluation technique – Critères techniques obligatoires
- 4.3 Évaluation financière
- 4.4 Méthode de sélection – Critères techniques obligatoires
- 4.5 Prise en considération des modalités additionnelles comprises dans la soumission classée au premier rang

PARTIE 5 – ATTESTATIONS

- 5.1 Attestations exigées avec la soumission
- 5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

- 6.1 Énoncé des travaux
- 6.2 Clauses et conditions uniformisées
- 6.3 Exigences relatives à la sécurité
- 6.4 Durée du contrat
- 6.5 Responsables
- 6.6 Paiement
- 6.7 Instructions relatives à la facturation
- 6.8 Attestations et renseignements supplémentaires
- 6.9 Lois applicables
- 6.10 Ordre de priorité des documents
- 6.11 Assurances

Liste des Annexes :

- Annexe A Énoncé des travaux
- Annexe B Base de paiement
- Annexe C Modalités pour les produits d'information en ligne du Canada
- Annexe D Formulaires d'attestation de l'éditeur
- Annexe E Dispositions relatives à l'intégrité – déclaration de condamnation à une infraction
- Annexe F Formulaire – Liste des noms
- Annexe G Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande de soumissions contient six parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit:

- | | |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations à fournir; et |
| Partie 6 | Clauses du contrat subséquent : contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent. |

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement, les Modalités pour les produits d'information en ligne du Canada, les Formulaires d'attestation de l'éditeur, Dispositions relatives à l'intégrité – déclaration de condamnation à une infraction, le Formulaire – Liste des noms, et le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation.

Les soumissionnaires doivent fournir une liste de noms ou toute autre documentation connexe, selon les besoins, conformément à l'article 01 des instructions uniformisées 2003.

1.2 Sommaire

- 1.2.1 La présente demande de soumissions vise à répondre au besoin d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) (le « **client** ») qui souhaite obtenir un abonnement annuel à Unlimited Product Learning Subscription (UPLS) d'Oracle.

L'appel d'offres est prévu de résulter dans l'attribution d'un (1) contrat pour un (1) an.

- 1.2.2 Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord de libre-échange Canadien (ALEC).

1.3 Compte rendu

Après l'attribution du contrat, les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat)(<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2018-05-22), Instructions uniformisées – biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2003, Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours

Insérer : 180 jours

2.2 Clauses du guide des CCUA

(a) Clause du guide des CCUA B4024T (2017-07-01) – Aucun produit de remplacement

2.3 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions. Les soumissions envoyées directement à l'autorité contractante ne seront pas acceptées.

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

2.4 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins 24 heures avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

N° de l'invitation - Solicitation No.

EP243-191334/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

EP243-191334

N° de la modif - Amd. No.

N° du dossier – File No.

pi035.EP243-191334

Id de l'acheteur - Buyer ID

pi035

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

2.4 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

Si le soumissionnaire choisit d'envoyer sa soumission par voie électronique, le Canada exige de sa part qu'il respecte l'article 08 des Instructions uniformisées 2003 incorporées par référence et tel qu'amendé à l'article 2.1, Instructions, Clauses et conditions uniformisées, de la Partie 2, Instructions à l'intention des soumissionnaires. Les soumissionnaires sont requis de soumettre leur soumission dans une transmission unique. Le service à la capacité de transmettre plusieurs documents par transmission jusqu'à un maximum de 1 Go par document.

La soumission doit être rassemblée par section et séparé comme suit :

Section I : Soumission technique
Section II : Soumission financière
Section III : Attestations

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I: Soumission technique (aucun prix ne doit être indiqué) (1 copie en papier et un copie électronique sur CD, DVD, ou clé USB)
Section II: Soumission financière (1 copie en papier)
Section III: Attestations (1 copie en papier)

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission en format papier :

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a adopté une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour tenir compte des facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement : la [Politique d'achats écologiques](https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573) (<https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées;
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc plutôt qu'en couleur, recto verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ou reliure à anneaux.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EP243-191334/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EP243-191334

N° de la modif - Amd. No.
N° du dossier – File No.
pi035.EP243-191334

Id de l'acheteur - Buyer ID
pi035
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.

Section II : Soumission financière

3.1.1 Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la Tableau de prix détaillé à la **section 4.3** ci-dessous. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- (a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques.
- (b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

4.2 Évaluation technique – Critères techniques obligatoires

- (a) Chaque soumission fera l'objet d'un examen pour en déterminer la conformité aux exigences obligatoires de la demande de soumissions. Tous les éléments de la demande de soumissions qui constituent des exigences obligatoires sont désignés précisément par les termes « doit », « doivent » ou « obligatoire ». Les soumissions qui ne respectent pas chacune des exigences obligatoires seront déclarées irrecevables et rejetées.
- (b) Les critères techniques obligatoires sont les suivantes :

Numéro du critère	Critères obligatoires
O1	Les soumissionnaires doivent fournir un abonnement d'un (1) an à l'Unlimited Product Learning Subscription (UPLS) d'Oracle tel qu'il est précisé dans l'Énoncé des travaux reproduit à l'annexe A.
O2	Les soumissionnaires doivent être : (a) l'éditeur original, auquel cas le Formulaire d'attestation de l'éditeur, qui se trouve à l'annexe D, doit être soumis dans le cadre de la soumission, <u>OU</u> (b) un revendeur autorisé de l'UPLS d'Oracle, auquel cas le Formulaire d'autorisation de l'éditeur, qui se trouve à l'annexe D, doit être soumis dans le cadre de la soumission.

4.3 Évaluation financière

1. Le prix de la soumission sera évalué comme suit :
 - a. les soumissionnaires établis au Canada doivent proposer des prix fermes, les droits de douane et les taxes d'accise canadiens compris, et les taxes applicables exclues.
 - b. les soumissionnaires établis à l'étranger doivent proposer des prix fermes, les droits de douane, les taxes d'accise canadiens et les taxes applicables exclus. Les droits de douane et les taxes d'accise canadiens payables par le Canada seront ajoutés, pour les besoins de l'évaluation seulement, aux prix présentés par les soumissionnaires établis à l'étranger.

2. Sauf lorsque la demande de soumissions précise que les soumissions doivent être présentées en dollars canadiens, les soumissions présentées en devises étrangères seront converties en dollars canadiens pour les besoins de l'évaluation. Pour les soumissions présentées en devises étrangères, le taux indiqué par la Banque du Canada à la date de clôture des soumissions, ou à une autre date précisée dans la demande de soumissions, sera utilisé comme facteur de conversion.
3. Bien que le Canada se réserve le droit d'attribuer le contrat FAB usine ou FAB destination, le Canada demande que les soumissionnaires proposent des prix FAB usine ou point d'expédition et FAB destination. Les soumissions seront évaluées sur une base FAB destination.
4. Pour les fins de la demande de soumissions, les soumissionnaires qui ont une adresse au Canada sont considérés comme étant des soumissionnaires établis au Canada, et les soumissionnaires qui ont une adresse à l'extérieur du Canada sont considérés comme étant des soumissionnaires établis à l'étranger.
5. L'évaluation financière sera effectuée en calculant le prix soumissionné total à l'aide des tableaux de prix ci-dessous, remplis par les soumissionnaires.

Tableau 4.3A: Tableau de prix

N° d'article	Description	Prix annuel par utilisateur	Prix annuel étendu (pour tous les utilisateurs)
1	Abonnement à « Oracle Unlimited Product Learning Subscription (UPLS) » pour six (6) utilisateurs	\$	\$
Sous-Total :			\$
Taxes (TPS / TVH), si applicable :			\$
Total :			\$

4.3.1 Taxes – entrepreneur établi à l'étranger

Sauf indication contraire dans le contrat, le prix ne comprend aucune taxe fédérale d'accise, taxe locale ou d'état, de vente ou d'utilisation, aucune autre taxe de nature semblable, ni autre taxe canadienne, quelle qu'elle soit. Le prix comprend toutefois toutes les autres taxes. Si les travaux sont normalement assujettis à la taxe fédérale d'accise, le Canada fournira à l'entrepreneur, sur demande, un certificat d'exemption de ladite taxe fédérale d'accise sous la forme prescrite par les règlements fédéraux.

Le Canada fournira à l'entrepreneur les preuves d'exportation qui peuvent être demandées par les autorités fiscales. Si le Canada omettait de le faire, et qu'en conséquence l'entrepreneur doit payer la taxe fédérale d'accise, le Canada remboursera l'entrepreneur si l'entrepreneur prend les mesures que le Canada peut exiger pour recouvrer tout paiement effectué par l'entrepreneur. L'entrepreneur doit rembourser au Canada tout montant ainsi recouvré.

4.4 Méthode de sélection – critères techniques obligatoires

- (a) Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

4.5 Prise en considération des modalités additionnelles comprises dans la soumission classée au premier rang (à la suite de l'évaluation financière)

Les soumissionnaires peuvent ajouter des modalités additionnelles dans leur soumission. L'inclusion ou non de ces modalités dans tout contrat subséquent (en tant qu'annexe, conformément à l'article intitulé « Ordre de priorité des documents » dans les clauses du contrat subséquent) sera déterminée au moyen du processus décrit ci-dessous. Quant à savoir si les modalités supplémentaires proposées sont acceptables pour le Canada, la décision est entièrement à la discrétion du Canada.

Voici la façon de procéder :

Les soumissions peuvent comprendre des modalités additionnelles qui sont proposées afin de compléter les modalités des clauses du contrat subséquent. Les soumissionnaires ne doivent pas soumettre les modalités standard de licence intégrales de l'éditeur.

Dans les cas où un soumissionnaire a présenté les modalités standard de licence intégrales de l'éditeur, le Canada exigera que le soumissionnaire retire ces modalités et qu'il présente seulement les modalités qu'il souhaite que le Canada prenne en considération.

Le Canada examinera les modalités supplémentaires proposées par le soumissionnaire classé au premier rang (mis en évidence à la suite de l'évaluation financière) afin de déterminer si certaines des dispositions proposées par le soumissionnaire sont inacceptables pour le Canada.

Si le Canada détermine que certaines modalités proposées ne sont pas acceptables pour le Canada, ce dernier avisera le soumissionnaire, par écrit, et lui donnera l'occasion de retirer ces modalités de sa soumission ou de proposer des modalités remaniées aux fins d'examen par le Canada. Le Canada peut préciser un délai de réponse au soumissionnaire. Si le soumissionnaire présente une nouvelle formulation que le Canada juge inacceptable, le Canada n'est pas obligé de lui fournir une autre occasion de proposer une formulation de remplacement.

Si le soumissionnaire refuse de retirer les dispositions inacceptables pour le Canada de sa soumission dans le délai prescrit par le Canada dans son avis, la soumission sera jugée irrecevable et rejetée; le Canada peut alors passer à la soumission classée au rang suivant.

Si le soumissionnaire accepte de retirer les dispositions inacceptables pour le Canada et qu'il se voit attribuer tout contrat subséquent, les modalités additionnelles (telles que modifiées) seront intégrées en tant qu'annexe au contrat, conformément à l'article intitulé « Ordre de priorité des documents » dans les clauses du contrat subséquent.

Pour plus de certitude et afin de garantir que seules les modalités additionnelles qui ont été approuvées par les deux parties sont intégrées dans tout contrat subséquent, à moins que les modalités additionnelles proposées par le soumissionnaire ne soient jointes en tant qu'annexe distincte au contrat et paraphées par les deux parties, elles ne seront pas considérées comme faisant partie de tout contrat subséquent (même si elles font partie de la soumission qui est intégrée par renvoi dans le contrat subséquent). Que le Canada se soit opposé ou non à ces modalités dans le cadre des procédures décrites ci-dessus, le fait que certaines modalités additionnelles aient été incluses dans la soumission n'entraînera pas l'application de ces modalités à tout contrat subséquent.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément à la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter avec sa soumission la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations supplémentaires préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplies et fournies avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou de ces informations supplémentaires n'est pas remplie et fournie comme demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement. **La documentation exigée est inclut aux Annexes « E », « F », et « G ».**

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu_travail/droits_personne/equite_emploi/programme_contrats_federaux.page?_ga=1.152490553.1032032304.1454004848) (http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu_travail/droits_personne/equite_emploi/programme_contrats_federaux.page?_ga=1.152490553.1032032304.1454004848).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

5.2.3 Attestation de l'éditeur et autorisation de l'éditeur

- (i) Si le soumissionnaire est l'éditeur de tout élément des produits d'information privés proposés, le Canada exige que le soumissionnaire confirme, par écrit, qu'il est l'éditeur. On demande aux soumissionnaires d'utiliser le formulaire d'attestation de l'éditeur joint à la demande de soumissions. Bien qu'il soit nécessaire de fournir tous les renseignements demandés dans le formulaire d'attestation de l'éditeur, l'utilisation de ce formulaire n'est pas obligatoire. Pour les soumissionnaires qui utilisent un autre formulaire, le Canada déterminera, à sa seule discrétion, si tous les renseignements exigés ont été fournis. Toute modification aux énoncés du formulaire pourrait rendre la soumission irrecevable.
- (ii) Tout soumissionnaire qui n'est pas l'éditeur de tous les produits d'information proposés dans le cadre de sa soumission doit présenter une preuve de l'autorisation de l'éditeur, qui doit être signée par ce dernier (et non par le soumissionnaire). Aucun contrat ne sera attribué à un soumissionnaire qui n'est pas l'éditeur de tous les produits d'information privés proposés au Canada, à moins qu'une preuve de l'autorisation de ce dernier n'ait été fournie au Canada. Si les produits d'information privés proposés par le soumissionnaire proviennent de plusieurs éditeurs, une autorisation est exigée de chaque éditeur de logiciel. On demande aux soumissionnaires d'utiliser le formulaire d'autorisation de l'éditeur joint à la demande de soumissions. Bien qu'il soit nécessaire de fournir tous les renseignements demandés dans le formulaire d'autorisation de l'éditeur, l'utilisation de ce formulaire n'est pas obligatoire. Pour les soumissionnaires qui utilisent un autre formulaire, le Canada déterminera, à sa seule discrétion, si tous les renseignements exigés ont été fournis. Toute modification aux énoncés du formulaire pourrait rendre la soumission irrecevable.
- (iii) Dans le cadre de la présente demande de soumissions, « éditeur » désigne le propriétaire de tout produit d'information compris dans la soumission qui a le droit d'octroyer une licence (et d'autoriser d'autres personnes à octroyer une licence ou une sous-licence) pour ses produits d'information.

5.2.4 Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

5.2.3 Attestation du prix ou des taux

Le soumissionnaire atteste que le prix proposé n'est pas supérieur au plus bas prix demandé à tout autre client, y compris au meilleur client du soumissionnaire, pour une qualité et une quantité semblables de biens, de services ou les deux.

PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

6.1 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve à l'annexe A.

6.2 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6.2.1 Conditions générales

2030 (2018-06-21), Conditions générales - besoins plus complexes de biens, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

6.3 Exigences relatives à la sécurité

6.3.1 Le contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

6.4 Durée du contrat

6.4.1 Période du contrat

(i) La **période du contrat** est à partir de la date du contrat jusqu'à un an après cette date, inclusivement.

6.5 Responsables

6.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est:

Nom : Katelyn Henry
Titre : Agente principale d'approvisionnement

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Division des biens de consommation et des produits d'information (PD-PI)

Adresse : Place du Portage, Phase III, 6A2
11, rue Laurier
Gatineau, Québec K1A 0S5

Téléphone : 343-998-1801
Courriel : Katelyn.Henry@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

6.5.2 Chargé de projet (à déterminer dans tout contrat subséquent)

Nom :

Titre :

Organisation :

Adresse :

Téléphone :

Télécopieur :

Courriel :

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

6.5.3 Représentant de l'entrepreneur (à déterminer dans tout contrat subséquent)

Nom :

Titre :

Organisation :

Adresse :

Téléphone :

Télécopieur :

Courriel :

6.6 Paiement

6.6.1 Base de paiement – Prix ferme

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix ferme, précisé dans l'annexe B. Les droits de douane et de livraison sont inclus et les taxes applicables sont en sus, s'ils sont applicables.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.6.2 Paiement unique

Le Canada paiera l'entrepreneur lorsque les travaux seront complétés et livrés conformément aux dispositions de paiement du contrat si :

- a. une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- b. tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- c. les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

6.7 Instructions relatives à la facturation

L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés. En plus de l'article 13 – Présentation des factures des conditions générales 2030,

- a) Le numéro de contrat du gouvernement du Canada, inscrit sur la page couverture dudit contrat, doit être inscrit sur la facture.
- b) La période du contrat doit être inscrite sur la facture.
- c) L'autorité contractante ne doit pas être mentionnée sur la facture. L'autorité contractante a simplement besoin d'une copie de la facture.
- d) Les factures doivent être distribuées comme suit :
 - i. L'original et une (1) copie doivent être envoyés à l'adresse qui figure sur la page 1 du contrat pour attestation et paiement; et
 - ii. Une (1) copie doit être envoyée à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.

6.8 Attestations

6.8.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

6.8.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Manquement de la part de l'entrepreneur

Lorsqu'un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail, l'entrepreneur reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée du contrat. Si l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF ». L'imposition d'une telle sanction par EDSC fera en sorte que l'entrepreneur sera considéré non conforme aux modalités du contrat.

6.9 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

6.10 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- (a) les articles de la convention;
- (b) les conditions générales 2030 (2018-06-21);
- (c) l'Annexe A, Énoncé des travaux;
- (d) l'Annexe B, Base de paiement;
- (e) l'Annexe C, Modalités pour les produits d'information en ligne du Canada; et
- i) la soumission de l'entrepreneur datée du _____, (*pour être déterminé au moment de l'attribution du contrat*).

N° de l'invitation - Solicitation No.

EP243-191334/A

N° de la modif - Amd. No.

N° du dossier – File No.

pi035.EP243-191334

Id de l'acheteur - Buyer ID

pi035

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

6.12 Exigences en matière d'assurance

Clause du *Guide des CCUA* G1005C (2016-01-28) Assurance

ANNEXE A

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

1. Titre

Unlimited Product Learning Subscription (UPLS) d'Oracle

2. Objectif

L'objectif est de fournir aux développeurs et aux spécialistes techniques d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté (IRCC) un accès à l'Unlimited Product Learning Subscriptions d'Oracle pour leur permettre d'améliorer leurs compétences actuelles, d'en acquérir de nouvelles grâce à de la formation approfondie et d'élargir leur base de connaissances pour assurer la formation au sujet de multiples produits d'Oracle.

3. Contexte

IRCC utilise divers produits d'Oracle pour le Système mondial de gestion des cas et le Système des subventions et des contributions. Des techniciens spécialisés en soutien de l'environnement installent et contribuent au maintien du SMGC et du SSC dans les environnements de production et de non-production. Ainsi, une solution de formation de marque Oracle est nécessaire pour s'assurer que les employés sont en mesure de soutenir le système actuel.

4. Besoin

L'entrepreneur doit fournir un produit qui correspond à la description et à la marque précisées ci-dessous.

IRCC a besoin d'un (1) abonnement d'un an à l'UPLS pour six (6) utilisateurs d'IRCC en même temps. Les comptes seront attribués à des utilisateurs désignés et ne sont pas interchangeables.

L'abonnement doit comprendre :

- a) des cours de formation d'Oracle sur demande;
- b) des volets d'apprentissage d'Oracle;
- c) un environnement de laboratoire virtuel spécialisé pour les exercices pratiques;
- d) des connexions directes avec les instructeurs d'Oracle;
- e) les examens de certification (s'il y a lieu)
- f) un répertoire de la formation d'Oracle qui comprend, sans s'y limiter :
 - a. Agile Product Lifecycle Management
 - b. Oracle CRM sur demande
 - c. Oracle Policy Automation + certification
 - d. Siebel + certification
 - e. Administration des serveurs + certification
 - f. Base de données (Oracle, My SQL, Data Warehousing) + certification
 - g. Oracle Enterprise Manager Ops Center + certification
 - h. Oracle Enterprise Manager + certification
 - i. Oracle Application Testing Suite
 - j. GoldenGate + certification
 - k. Java + certification
 - l. WebLogic Server + certification
 - m. Business Intelligence
 - n. Identity Management
 - o. Outils de développement d'intérgiciels (cadre de développement des applications, formulaires et rapports)

- p. Cadre d'application mobile
- q. Oracle Cloud (SaaS/PaaS/IaaS) + certification

5. Livrables

L'entrepreneur doit :

- a) Fournir un accès en ligne aux produits, aux solutions et à la formation sur demande d'Oracle University;
- b) Fournir un accès en tout temps, à l'exception des périodes d'entretien prévues (2 jours/mois au maximum);
- c) Fournir un accès illimité à tous les cours de formation offerts sur demande par des experts en la matière d'Oracle pour que les participants puissent profiter de la formation approfondie sur les produits d'Oracle. Tout problème technique empêchant l'accès au site doit être réglé dans les 72 heures;
- d) Fournir un accès illimité à tous les volets d'apprentissage d'Oracle pour permettre aux participants d'avoir accès au contenu vidéo présenté par les experts en la matière d'Oracle sur les derniers logiciels et les dernières versions disponibles;
- e) Fournir un environnement de laboratoire virtuel spécialisé dans le cadre des cours de formation sur demande;
- f) Offrir des connexions directes avec des instructeurs d'Oracle
- g) Fournir de la formation continue outre celle donnée en salle de classe (documents de formation en ligne accessibles dans le portail UPLS partout et en tout temps);
- h) Fournir un accès numérique ininterrompu en continu à l'apprentissage en tout temps pour les apprenants de niveau débutant, intermédiaire et avancé à partir de n'importe quel ordinateur ou réseau accessible aux employés d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. À des fins de précision, les niveaux des apprenants sont définis ci-dessous :
 - Débutant : un utilisateur final qui est novice par rapport à l'application ou doit en connaître les caractéristiques et fonctions de base;
 - Intermédiaire : un utilisateur final qui a une certaine expérience des applications et cherche à rafraîchir ses compétences ou doit connaître une plus vaste gamme de caractéristiques et de fonctions;
 - Avancé/expert : un utilisateur final qui utilise l'application au quotidien et qui cherche à utiliser des techniques plus avancées ou moins fréquemment utilisées.

La compétence des utilisateurs finaux est déterminée par l'utilisateur même. Un utilisateur final peut devoir accéder à un (1), deux (2) ou les trois (3) niveaux de compétence pour une application d'Oracle ou plus, y compris celles énumérées à la section 4 f) ci-dessus. La sélection effectuée par l'utilisateur final dépendra de son niveau de compétence personnel à l'égard des applications et des tâches qu'il cherche à accomplir.

6. Rapports

L'entrepreneur doit remettre un sommaire mensuel de l'abonnement aux services d'apprentissage au chargé de projet, dans lequel il fournit les renseignements qui suivent, préférablement en format Microsoft Excel :

Utilisateurs actifs
Abonné
Date d'activation
Sommaire de la consommation
Abonné

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EP243-191334/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EP243-191334

N° de la modif - Amd. No.
N° du dossier – File No.
pi035.EP243-191334

Id de l'acheteur - Buyer ID
pi035
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Nombre de cours
Pourcentage (%) de cours
Heures d'utilisation
Pourcentage (%) d'heures d'utilisation
Labos fournis
Pourcentage (%) de labos fournis au total
Vidéos d'abonnement
Pourcentage (%) de vidéos d'abonnement
Heures d'abonnement
Pourcentage (%) d'heures d'abonnement
Détails de la consommation
Nom et/ou adresse courriel de l'abonné
Abonné actif (Oui/Non)
Titre du cours
Première date d'accès
Dernière date d'accès
Genre de produit
Famille du produit
Nombre de vidéos dans le cours
Nombre de vidéos visionnées
Heures d'utilisation
Minutes d'utilisateur
Progression totale
Labos demandés
Abonné
Date de début du labo
Date de fin du labo
Titre du cours
Sommaire du parcours d'apprentissage
Abonné
Mode
Rôle/Séries
Produit
Ensemble de compétences
Compétence
Jour de la première tentative
Jour de la dernière tentative
Titre de la composante
Heures
Minutes
Secondes

7. Déplacements

Il n'y a aucun déplacement associé à ce besoin.

8. Calendrier et dates de livraison

Le produit UPLS doit être livré dans les 5 jours ouvrables suivant la date d'attribution du contrat.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EP243-191334/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EP243-191334

N° de la modif - Amd. No.
N° du dossier – File No.
pi035.EP243-191334

Id de l'acheteur - Buyer ID
pi035
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE B
BASE DE PAIEMENT

N° d'article	Tableau 1	Prix
	Description des livrables initiaux	
1	Abonnement à « Oracle Unlimited Product Learning Subscription (UPLS) » pour six (6) utilisateurs	
	Sous-Total :	
	Taxes applicables :	
	TOTAL :	

ANNEXE « C »
MODALITÉS POUR LES PRODUITS D'INFORMATION EN LIGNE DU CANADA

1. DÉFINITIONS

Utilisateur autorisé: Employés du titulaire de licence (sur une base permanente, temporaire ou contractuelle) qui sont autorisés à accéder au réseau sécurisé à partir des installations du titulaire de licence ou d'autres endroits où les utilisateurs utilisés réalisent leurs travaux pour le titulaire de licence (y compris, entre autres, le bureau ou la demeure des utilisateurs autorisés) et qui ont reçu un mot de passe ou une autre authentification du titulaire de licence.

Utilisation commerciale: Utilisation à des fins de récompense monétaire (par ou pour le titulaire de licence ou un utilisateur autorisé) par l'entremise de la vente, de la revente, du prêt, du transfert, de la location ou de toute autre forme d'exploitation du matériel sous licence. Pour écarter tous doutes, ne constitue pas une utilisation commerciale l'utilisation par le titulaire de licence ou un utilisateur autorisé du matériel sous licence dans le cadre de travaux de recherche, du développement de produits et d'activités dans le cours normal des affaires.

Entrepreneur: L'éditeur auquel le contrat est attribué.

Produit d'information en ligne également appelé "Contenu sous Licence (s)": Aux fins des présentes, le terme produit d'information en ligne fait référence au matériel sous licence qui représente la version électronique du contenu publié par l'entrepreneur.

Titulaire de licence: Le Canada est le titulaire de licence.

Réseau sécurisé: Réseau (soit un réseau autonome ou un réseau virtuel sur Internet) auquel seuls les utilisateurs autorisés ont accès.

Serveur: Serveur, soit le serveur de l'entrepreneur ou le serveur d'un tiers désigné par l'entrepreneur, sur lequel le matériel sous licence est affiché et peut être accédé.

Frais d'abonnement: Frais de la licence pour chaque année de la période du contrat.

Période d'abonnement également appelé "période du contrat" : Période pendant laquelle le produit d'information en ligne est offert à l'utilisateur désigné, comme indiqué dans le contrat.

2. LICENCE

- a. Le titulaire de licence reconnaît et accepte que la licence d'utilisation du produit d'information en ligne acheté dans le cadre du présent contrat est non exclusif et non transférable, dans le monde entier, et que les utilisateurs autorisés obtiennent l'accès au produit d'information en ligne par l'entremise d'un réseau sécurisé.
- b. La présente licence entrera en vigueur au début de la période d'abonnement, pour chaque produit d'information en ligne précisé dans le contrat; elle viendra à échéance à la fin de la période d'abonnement, à moins que les parties aient préalablement décidé de la renouveler.
- c. L'entrepreneur garantit qu'il a le droit d'accorder au titulaire de licence les droits octroyés en vertu de la présente licence. L'entrepreneur garantit également que tous les consentements nécessaires à cet octroi ont été obtenus.
- d. L'entrepreneur convient que les modalités du contrat, qui comprennent la présente licence en tant qu'annexe C, remplacent toutes les modalités convenues précédemment pour ce besoin particulier. Toutes les conditions comprises dans le produit d'information en ligne, ou qui y sont jointes, le cas échéant, ne font pas partie du contrat, et par conséquent de la licence du le titulaire de licence, et n'affectent aucunement les droits des parties. L'entrepreneur convient qu'en aucun cas le titulaire de licence ni aucun utilisateur autorisé ne devront conclure une autre entente de licence à l'égard du produit d'information en ligne ou d'une partie de celui-ci. L'entrepreneur reconnaît que toute autre entente de licence supplémentaire à l'égard du produit d'information en ligne signée par une personne autre que l'autorité contractante sera nulle et sans effet.

- e. Le titulaire de licence n'est pas lié par des conditions reproduites dans une licence sous emballage rétractable, ni dans toute autre licence du matériel, explicite ou implicite, et reproduite dans ou sur l'emballage ou le support d'information, ou dans toute autre modalité accompagnant le produit d'information en ligne, sans égard à tout avis contraire. Pour plus de précisions, le titulaire de licence reconnaît que l'utilisateur autorisé pourrait normalement devoir cliquer manuellement pour accepter les conditions reproduites dans une licence sous emballage rétractable afin d'obtenir accès au produit d'information en ligne. Toutefois, le titulaire de licence n'est pas lié par des conditions reproduites dans une licence sous emballage rétractable.
- f. Le titulaire de licence reconnaît que la propriété des Produits de l'information appartient à l'entrepreneur ou ses concédants de licence et n'est pas transféré au le titulaire de licence. En conséquence, toute référence dans le contrat pour une partie des produits d'information comme un bien livrable doit être interprétée comme une référence à la licence d'utilisation de produits d'information, de ne pas propres produits d'information.

3. DROITS D'UTILISATION

- a. Le titulaire de licence et ses utilisateurs autorisés auront accès au produit d'information en ligne à partir du serveur par l'entremise du réseau sécurisé, pourront avoir accès en ligne au produit d'information en ligne comme décrit dans les commandes subséquentes à l'offre à commandes, et pourront télécharger, afficher, visualiser, extraire, consulter, recueillir, sauvegarder ou imprimer le texte, faire des copies de sauvegarde, les résultats de recherche ou d'autres renseignements, comme raisonnablement nécessaires, uniquement pour l'usage privé ou des recherches du titulaire de licence et des utilisateurs autorisés.
- b. Le titulaire de licence et ses utilisateurs autorisés peuvent fournir des copies électroniques ou imprimées des articles, chapitres ou autres éléments individuels du contenu aux organismes nationaux et internationaux de réglementation dans le but ou en prévision d'obtenir l'approbation d'un brevet ou d'une marque de commerce, ou pour tout autre aspect juridique ou réglementaire concernant les produits et les services du titulaire de la licence.
- c. Les droits accordés au titulaire de la licence en vertu de la *Loi sur le droit d'auteur* du Canada ne peuvent en aucun cas être modifiés ou annulés par la licence.

4. USAGES INTERDITS

- a. Le titulaire de licence ne doit pas mener les activités suivantes et doit déployer tous les efforts commerciaux raisonnables pour éviter que les utilisateurs autorisés mènent les activités suivantes :
 - i. retirer ou altérer le nom des auteurs, l'avis de droit d'auteur de l'offrant ou toute autre marque d'identification ou déclaration de désistement apparaissant sur le produit d'information en ligne;
 - ii. tirer des copies, électroniques ou sur papier et de manière systématique, de nombreux extraits du matériel sous licence à des fins autres que celles précisées à la clause 3;
 - iii. installer ou diffuser toute partie du produit d'information en ligne sur un réseau électronique, par exemple dans Internet et sur la Toile, autre que le réseau sécurisé;
 - iv. utiliser ou aider un tiers à utiliser, directement ou indirectement, le contenu à des fins commerciales ou monétaires, y compris, sans toutefois s'y limiter, la vente, la revente, le prêt, le transfert ou le téléversement du contenu dans le site Web Internet d'une entité, ou encore l'imposition de frais d'accès, à la condition toutefois que le recouvrement des coûts directs imposés aux utilisateurs autorisés par le titulaire de licence et que l'utilisation du contenu dans le cadre de travaux de recherche financés par une organisation commerciale, ne contreviennent pas au présent alinéa.

- b. Il faut obtenir la permission explicite de l'offrant ou de son représentant dûment autorisé avant de :
- i. se servir du produit d'information en ligne à des fins commerciales autres que celles précisées à la clause 3;
 - ii. distribuer systématiquement une partie ou l'ensemble du produit d'information en ligne à des utilisateurs non autorisés;
 - iii. publier, distribuer ou donner accès au produit d'information en ligne, ou aux travaux découlant partiellement ou entièrement du produit d'information en ligne, sauf où la licence l'autorise explicitement;
 - iv. modifier, abréger ou adapter le produit d'information en ligne, sauf lorsqu'il est nécessaire de le faire pour le rendre accessible aux utilisateurs autorisés, sur un écran d'ordinateur ou autre et conformément aux modalités de la licence.

5. OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR

- a. L'entrepreneur réserve le droit de retirer en tout temps une partie du produit d'information en ligne qu'il n'est plus autorisé à publier ou pour laquelle il a des motifs raisonnables de croire qu'elle viole le droit d'auteur, ou qu'elle est diffamatoire, obscène, illégale ou de nature répréhensible. L'entrepreneur informe le titulaire de la licence au plus tard soixante (60) jours avant un tel retrait. Si cette modification ou ce retrait a une incidence importante sur l'utilisation du produit par le titulaire de la licence, l'entrepreneur collabore avec ce dernier pour en arriver à une entente mutuellement acceptable à l'égard du remplacement du contenu ou d'un remboursement correspondant, en proportion, à la partie du matériel retirée par rapport à la portion toujours en vigueur de la période d'abonnement.
- b. Sauf dans les cas prévus expressément dans la licence, l'entrepreneur ne fait aucune assertion et n'offre aucune garantie d'aucune sorte, explicite ou implicite, notamment à l'égard de la conception, de la précision des données contenues dans le produit d'information en ligne ou de la qualité marchande des données ou de leur utilité aux fins d'un usage particulier. Le produit d'information en ligne est fourni « tel quel ».

6. OBLIGATION DU TITULAIRE DE LA LICENCE

Le titulaire de licence doit faire les efforts raisonnables pour :

- a. s'assurer que seuls les utilisateurs autorisés peuvent avoir accès au produit d'information en ligne;
- b. s'assurer que tous les utilisateurs autorisés sont au courant de l'importance de respecter les droits de propriété intellectuelle du produit d'information en ligne et qu'ils comptent respecter les modalités de la licence;
- c. assurer la surveillance de la conformité et, en cas de toute utilisation non autorisée ou de toute violation, il en informe immédiatement l'offrant et prend toutes les mesures possibles, notamment des mesures disciplinaires, pour mettre fin à ces activités et éviter qu'elles ne se reproduisent;
- d. distribuer des mots de passe et autres données permettant l'accès uniquement aux utilisateurs autorisés, et déployer des efforts raisonnables pour veiller à ce que les utilisateurs autorisés ne dévoient pas ces renseignements à un tiers;
- e. tenir un registre complet et à jour de tous les utilisateurs autorisés et de leurs méthodes d'accès, et informer au besoin l'offrant de tout ajout, suppression ou modification afin que ce dernier puisse donner aux utilisateurs autorisés un accès au produit d'information en ligne, conformément à la présente licence.
- f. Le titulaire de la licence reconnaît que les activités de l'offrant reposent entièrement sur les droits de propriété intellectuelle que ce dernier possède sur le produit d'information en ligne, et que toute

violation de ce matériel constitue une violation de la licence, ce qui entraîne, indépendamment de la clause 9, la révocation immédiate de la licence.

7. OBLIGATIONS DES DEUX PARTIES

- a. Chaque partie fait de son mieux pour protéger la propriété intellectuelle, les renseignements confidentiels et les droits de propriété de l'autre partie.
- b. Aucune des parties ne devra divulguer à un tiers les modalités ou l'objet de la licence (y compris, sans toutefois s'y limiter, la liste de produits d'information en ligne et les données d'utilisation compilées et fournies) ou tout autre renseignement concernant les affaires de l'autre partie sans avoir obtenu le consentement écrit de l'autre partie. Cette disposition survivra à la résiliation de la licence, et tout renseignement obtenu de cette façon demeurera confidentiel, à la condition que cette obligation ne s'applique pas aux renseignements qui, au moment de la divulgation, sont du domaine public ou sont rendus publics à n'importe quel moment par un tiers indépendant qui ne les a pas obtenus directement ou indirectement à la suite de la violation d'une entente de confidentialité conclue avec l'une ou l'autre des parties aux présentes.

8. DROITS

Le titulaire de licence devra payer les frais à l'entrepreneur selon le contrat.

9. MODALITÉS ET RÉSILIATION

- a. En plus de la résiliation automatique (à moins qu'elle ne soit renouvelée) décrite à la clause 2, la présente licence pourrait être résiliée :
 - i. si le titulaire de la licence ne verse pas les frais décrits au contrat;
 - ii. si l'une des parties commet une violation substantielle ou répétée relative à toute modalité de la licence et n'est pas en mesure de la corriger dans les trente (30) jours suivant l'avis par écrit de l'autre partie;
- b. À la résiliation, les droits et les obligations des deux parties sont annulés automatiquement, sauf pour les cas prévus expressément dans la licence.
- c. Au moment de la résiliation motivée de la licence, comme le précise la clause 9 a., le titulaire de licence cesse immédiatement de distribuer le produit d'information en ligne aux utilisateurs autorisés et de leur donner accès à celui-ci.
- d. À la résiliation motivée de la licence par le titulaire de licence, comme le précise la clause 9.a.ii) ci-dessus, l'offrant effectue un remboursement proportionnel des frais d'accès correspondant à la partie payée et toujours en vigueur de la période d'abonnement.
- e. Le titulaire de la licence reconnaît que les activités de l'offrant reposent entièrement sur les droits de propriété intellectuelle que ce dernier possède sur le produit d'information en ligne, et que toute violation de ce matériel constitue une violation de la licence, ce qui entraîne, indépendamment de la clause 9, la révocation immédiate de la licence.

10. GÉNÉRALITÉS

- a. Toute modification apportée à la présente licence n'est valide que si elle est consignée et signée par l'entrepreneur, ainsi que par l'autorité contractante représentant le titulaire de la licence.

N° de l'invitation - Sollicitation No.

EP243-191334/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

EP243-191334

N° de la modif - Amd. No.

N° du dossier – File No.

pi035.EP243-191334

Id de l'acheteur - Buyer ID

pi035

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE D
FORMULAIRES D'ATTESTATION DE L'ÉDITEUR

Formulaire D1 Formulaire d'attestation de l'éditeur (à utiliser lorsque le soumissionnaire est l'éditeur)
<p>Le soumissionnaire atteste qu'il est l'éditeur des produits d'information décrites dans l'énoncé des travaux à l'annexe A, et qu'il a tous les droits requis pour fournir les licences de ces logiciels (et de tous les sous-composants non exclusifs intégrés aux produits d'information), libres de redevances pour le Canada, suite à les conditions énoncées dans le contrat résultant :</p>
<i>[les soumissionnaires devraient ajouter ou retirer des lignes au besoin]</i>

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EP243-191334/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EP243-191334

N° de la modif - Amd. No.
N° du dossier – File No.
pi035.EP243-191334

Id de l'acheteur - Buyer ID
pi035
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Formulaire D2
Formulaire d'autorisation de l'éditeur
(à utiliser lorsque le soumissionnaire n'est pas l'éditeur)

La présente vise à confirmer que l'éditeur identifié ci-dessous a autorisé l'offrant nommé ci-après à fournir des licences de ses produits d'information dans le cadre du contrat résultant de la demande de soumissions indiquée ci-dessous. L'éditeur atteste qu'aucune condition reproduite dans une licence sous emballage rétractable, et reproduite dans ou sur l'emballage du produit d'information ou dans toute autre modalité accompagnant le produit d'information ne s'appliquera, et que le contrat attribué à la suite de la demande de soumissions (avec ses modifications successives par les parties) représentera l'entente en entier, y compris pour ce qui concerne les licences des produits d'information de l'éditeur indiqués ci-dessous. L'éditeur atteste en outre que, si la méthode de livraison (comme le téléchargement) devrait nécessiter que l'utilisateur accepte de quelque façon que ce soit l'application de conditions non prévues par la demande de soumissions, ces conditions ne s'appliqueraient pas à l'utilisation par le Canada des produits d'information de l'éditeur indiqués ci-dessous, et ce même si l'utilisateur accepte de quelque façon que ce soit de soumettre aux conditions supplémentaires.

Cette autorisation s'applique aux produits d'information suivants :

*[les soumissionnaires devraient ajouter ou retirer
des lignes au besoin]*

Nom de l'éditeur _____

Signature du signataire autorisé de l'éditeur _____

Nom en caractères d'imprimerie du signataire
autorisé de l'éditeur _____

Titre en caractères d'imprimerie du signataire
autorisé de l'éditeur _____

Adresse du signataire autorisé de l'éditeur _____

N° de téléphone du signataire autorisé de l'éditeur _____

N° de télécopieur du signataire autorisé de l'éditeur _____

Date de signature _____

Numéro de la demande de soumissions _____

Nom du soumissionnaire _____

Loi sur la concurrence 45: Complot, accord ou arrangement entre concurrents 46: Directives étrangères 47: Truquage d'offres 49: Accords bancaires fixant les intérêts 52: Indications fausses ou trompeuses 53: Documentation trompeuse	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Loi sur la corruption d'agents publics étrangers 3: Corruption d'agents publics étrangers 4: Comptabilité 5: Infraction commise à l'étranger	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Loi réglementant certaines drogues et autres substances 5: Trafic de substances 6: Importation et exportation 7: Production	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Loi de l'impôt sur le revenu 239: Déclarations fausses ou trompeuses	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Oui	Non	Commentaires
Loi sur la taxe d'accise 327: Déclarations fausses ou trompeuses	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

☐ Je soussigné(e), (nom) _____, (fonction) _____, de
(nom du fournisseur) _____ autorise le TPSGC de
recueillir et utiliser les renseignements fournis, en plus de toute autre renseignement supplémentaire qui
peut être requis pour faire une détermination d'inadmissibilité et de diffuser publiquement les résultats.

Je soussigné(e), (nom) _____, (fonction) _____, de
(nom du fournisseur) _____ atteste que les
renseignements fournis dans le présent formulaire est, à ma connaissance, véridique, exacte et complète.
Je comprends qu'une attestation ou une déclaration fausse ou trompeuse aura pour conséquence de rendre
ma proposition ou mon offre non recevable. Je comprends également que le Canada pourra résilier un
contrat ou un contrat immobilier pour manquement si le fournisseur a remis une attestation ou une
déclaration fausse ou trompeuse que, conformément à la politique, le fournisseur sera inadmissible à
l'attribution d'un contrat ou d'un contrat immobilier pendant dix ans.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EP243-191334/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EP243-191334

N° de la modif - Amd. No.
N° du dossier – File No.
pi035.EP243-191334

Id de l'acheteur - Buyer ID
pi035
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE F
FORMULAIRE – LISTE DES NOMS

Dénomination sociale du fournisseur	
Adresse du fournisseur	
Numéro d'entreprise – approvisionnement (NEA) du fournisseur :	
Numéro de bail ou de demande de soumissions :	
Conseil d'administration (Utilisez le format : Prénom, nom de famille)	
Vous pouvez également fournir la liste comme attachement	
1. Directeur	
2. Directeur	
3. Directeur	
4. Directeur	
5. Directeur	
Autres membres	
Commentaires	

ANNEXE G
PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI

Je, soumissionnaire, en présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de manquement, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat. Le Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EP243-191334/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EP243-191334

N° de la modif - Amd. No.
N° du dossier – File No.
pi035.EP243-191334

Id de l'acheteur - Buyer ID
pi035
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

d'un soumissionnaire. À défaut de répondre à toute demande ou exigence imposée par le Canada, la soumission peut être déclarée non recevable ou constituer un manquement aux termes du contrat.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, visitez le site Web

Date : _____ (AAAA/MM/JJ) [si aucune date n'est indiquée, la date de clôture de la demande de soumissions sera utilisée]

Compléter à la fois A et B.

A. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- () A1. Le soumissionnaire atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- () A2. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- () A3. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur sous réglementation fédérale, en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi.
- () A4. Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés permanents à temps plein et/ou permanents à temps partiel au Canada.
- A5. Le soumissionnaire a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada ;et
- () A5.1 Le soumissionnaire atteste qu'il a conclu un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi valide et en vigueur avec EDSC - Travail.

OU

- () A5.2 Le soumissionnaire a présenté l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168) à EDSC – Travail. Comme il s'agit d'une condition à l'attribution d'un contrat, remplissez le formulaire intitulé Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168), signez-le en bonne et due forme et transmettez-le à EDSC – Travail.

B. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- () B1. Le soumissionnaire n'est pas une coentreprise.

OU

- () B2. Le soumissionnaire est une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation. (Consultez la section sur les coentreprises des instructions uniformisées.)

Nom de représentative autorisée : _____

Signature de représentative autorisée : _____